Arrêté fédéral concernant « Mettre fin à la pénalisation du mariage – Pour une politique familiale équitable »

**(contre-projet direct à l'initiative populaire
« Pour le couple et la famille – Non à la pénalisation du mariage »)**

du...

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,

vu l'art. 139, al. 5, de la Constitution¹,

vu l'initiative populaire « Pour le couple et la famille –

Non à la pénalisation du mariage » déposée le 5 novembre 2012²,

vu le message du Conseil fédéral du 23 octobre 2013³,

arrête :

I

La Constitution est modifiée comme suit :

Art. 14, al. 2

² Le mariage ne peut pas être pénalisé par rapport à d'autres modes de vie, notamment en matière d'impôts et d'assurances sociales.

II

Le présent contre-projet sera soumis au vote du peuple et des cantons. Il sera soumis au vote en même temps que l'initiative populaire « Pour le couple et la famille – Non à la pénalisation du mariage », si cette initiative n'est pas retirée, conformément à la procédure prévue à l'art. 139b de la Constitution.

Proposition de la minorité 1 (Bertschy, Birrer-Heimo, Leutenegger Oberholzer, Maier, Schelbert)

Art. 14, al. 2

² Le mariage et les autres formes d'union régies par la loi ne peuvent pas être pénalisés par rapport à d'autres modes de vie, notamment en matière d'impôts et d'assurances sociales.

¹ RS 101

² FF 2013 243

³ FF 2013 7623

Proposition de la minorité 2 (Schelbert)

Art. 14, al. 2

² Aucune forme d'union ne peut être pénalisée par rapport à une autre, notamment en matière d'impôts et d'assurances sociales.